



Revue de presse



Mercredi 24 Avril 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Faid : Les agents fiscaux appelés à renforcer leur présence sur le terrain pour lutter contre l'évasion fiscale \(ministre\)](#)



Le ministre des Finances, Laaziz Faid a souligné, mardi depuis l'Ecole nationale des Impôts (ENI) de Koléa (Tipasa), l'importance de renforcer le travail de terrain des agents fiscaux pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale et consacrer l'efficacité en matière de recouvrement fiscal.

Dans une allocution prononcée lors des journées de formation au profit des chefs des inspections des impôts sur "les modalités d'imposition du revenu global", le ministre des Finances a insisté sur la nécessité pour les agents fiscaux de sortir des bureaux et d'aller sur le terrain pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale et réaliser l'efficacité du recouvrement fiscal, soulignant le rôle "sensible et stratégique" de l'administration fiscale dans la construction de l'économie nationale.

M. Faïd a déclaré que les services fiscaux sont "l'une des structures efficaces de l'Etat" face à de tels phénomènes, appelant les participants à ces journées de formation à redoubler d'efforts dans l'accomplissement de leurs missions et à renforcer leur présence sur le terrain, afin de lutter contre le marché noir où les opérateurs ne paient pas d'impôts.



Fraude et évasion fiscale : Laaziz Faïd insiste sur le travail de terrain



Le ministre des finances Aziz Faïd a souligné, ce mardi à l'École nationale des impôts à Koléa dans la wilaya de Tipaza l'importance de renforcer le travail de terrain des agents des impôts pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale et réaliser l'efficacité dans le recouvrement de l'impôt.

Dans une allocution, prononcée à l'occasion des journées de formation au profit des chefs d'inspection fiscale sur "les modalités d'imposition du revenu brut", le ministre des Finances a exhorté les agents des impôts à « sortir de leur bureau et à occuper le terrain » dans le cadre de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, mettant en exergue le rôle « sensible et stratégique » de l'administration fiscale dans l'édification de l'économie nationale.



Banque Nationale d'Algérie : Augmentation imminente du capital social

La première Banque commerciale nationale, la Banque Nationale d'Algérie (BNA), créée juin 1966, devrait incessamment augmenter son capital social.

L'annonce a été faite, ce mardi, par Dine Benabdi, directeur général par intérim de l'établissement financier, lors de son audition, ce mardi, devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale. Dine Benabdi a, néanmoins, précisé que cette « augmentation devra avoir l'aval de l'Assemblée générale de la Banque ».

Selon le même responsable, le capital social de la Banque Nationale d'Algérie passera de 150 milliards de dinars, actuellement à 300 milliards de dinars. Pour rappel, c'est en 2018, que le capital de la BNA est passé de 41,6 milliards de dinars algériens à 150 milliards de dinars algériens.



Bourse d'Alger, UAR et ABE : Actions, livrets d'épargne et assurance gratuite pour des écoliers

A l'initiative de la Bourse d'Alger, de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance et de l'Association des banques et établissements financiers, une rencontre instructive et pédagogique a été tenue, hier, à la faveur d'une vingtaine d'écoliers brillants, issus de différents paliers des établissements d'Alger, à l'occasion de la célébration de la Journée arabe de l'inclusion financière.

Le premier responsable de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, affirme que ces écoliers bénéficieront, à titre gratuit, d'actions symboliques au CPA, de livrets d'épargne et une assurance scolaire et assurance habitation pour chacun. Un geste qui, entre autres, se veut une récompense aux efforts fournis par ces écoliers dans leur cursus scolaire. Ils ont eu droit à des explications par des responsables sur la Bourse, la banque et les assurances sur le système financier.



Publication spéciale dédiée au discours du président de la République devant le Parlement Pour l'Histoire!

Le Conseil de la nation explique son ouvrage dans le sens d'une volonté de «démontrer la démarche correcte, rationnelle et logique de la nouvelle Algérie».

Le Conseil de la nation a immortalisé le discours adressé par le président de la République aux deux chambres du Parlement, le 23 décembre de l'année dernière. Relevant l'importance historique de cet évènement qui a réuni les deux pouvoirs, exécutif et législatif, la chambre haute du Parlement, sous la présidence du Moudjahid Salah Goudjil, a réalisé un beau livre sur cet acte politique majeur qui installe la République dans une logique de dialogue permanent entre ses institutions.



Epargne : Journée de sensibilisation au profit des élèves lauréats

L'Association des banques et établissements financiers (ABEF), en partenariat avec l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance, a organisé, mardi, une Journée de sensibilisation au profit des élèves lauréats des trois paliers de la Direction de l'éducation du centre d'Alger.

Tenue au siège de la Bourse d'Alger, cet évènement s'inscrit, comme l'a expliqué le directeur général de la Société de gestion de la bourse des valeurs (SGBV), Yazid Benmouhoub, dans le cadre de la célébration de la Journée arabe de l'inclusion financière, qui coïncide chaque année avec le 27 avril. L'objectif, poursuit-il, «est de mettre l'accent sur l'importance de l'épargne dans le renforcement de l'inclusion financière».



Assurances : L'UAR prévoit une poursuite de la croissance du secteur en 2024

Le secteur des assurances devrait maintenir sa croissance au cours de l'année 2024, grâce aux bonnes performances des différents secteurs économiques, a indiqué mardi à Alger, le président de l'Union algérienne des assurances et réassurances (UAR), Youcef Benmicia.

Le président de l'UAR s'exprimait dans une déclaration à l'APS en marge d'une journée de sensibilisation organisée par l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF) en coordination avec l'UAR et le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), au profit des élèves premiers de la classe, relevant de la Direction de l'éducation d'Alger-centre, et ce dans le cadre de la célébration de la Journée arabe de l'inclusion financière (27 avril de chaque année).



Pétrole: Le prix du Brent à 87,13 dollars mardi à Londres

Les prix du pétrole ont enregistré une légère hausse mardi en l'absence de nouveaux développements géopolitiques au Moyen-Orient.

Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, prenait 0,15% à 87,13 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 0,11% à 81,99 dollars.

Les prix évoluaient de façon latérale, « le marché prenant un peu de repos après les turbulences géopolitiques au Moyen-Orient », selon des analystes.



Journée de sensibilisation organisée par les institutions financières pour promouvoir l'inclusion financière

En commémoration de la Journée arabe de l'inclusion financière, l'Association professionnelle des banques et institutions financières, en partenariat avec l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance, a organisé, ce mardi, une Journée de sensibilisation à l'intention des élèves talentueux de la Direction de l'éducation du centre de l'Algérie.

L'événement, qui s'est tenu au siège de la Bourse d'Alger, a été une occasion de mettre en lumière l'importance de l'épargne dans le renforcement de l'inclusion financière. Les participants ont également eu l'opportunité de découvrir le fonctionnement de la Bourse d'Alger et son rôle dans l'économie nationale.



Cotation du dinar face à la devise

À la Banque d'Algérie, l'euro se fixe à 143.24 DA à l'achat et à 143.31 DA à la vente. Or, sur le marché noir, l'euro se négocie à 234.00 DA à l'achat et à 236.00 DA à la vente.

Sur le marché officiel de la Banque le dollar américain est mentionné à 134.47 DA à l'achat et à 134.49 DA à la vente.

Par contre, le même dollar américain est à 217.00 DA à l'achat et à 220.00 DA à la vente.

Lancement de nouveaux services numérisés : La place bancaire accélère sa transformation digitale

Paiement à débit différé, nouvelles formes de crédits à la consommation, cartes magnétiques sans contact et interopérabilité des transactions par smartphones sont autant de nouveaux services numérisés que les banques et institutions financières de la place s'activent désormais à rendre opérationnels afin d'accélérer leur mutation digitale, dans le cadre de la réforme financière et bancaire à laquelle les pouvoirs publics entendent donner forme dès cette année.

A la traîne depuis plusieurs années, les réformes visant la modernisation des banques algériennes semble ainsi prendre une nouvelle cadence afin d'améliorer notamment la qualité de leurs services et capter l'épargne gravitant hors circuits officiels, tout en participant davantage au financement de l'investissement.

فايد : موظفو الضرائب مطالبون بتعزيز وجودهم في الميدان لمكافحة التهرب الضريبي



أكد وزير المالية لعزیز فايد اليوم الثلاثاء من المدرسة الوطنية للضرائب بالقليعة (تبيازة) على أهمية تعزيز العمل الميداني لموظفي الضرائب لمكافحة الغش و التهرب الضريبي و تحقيق النجاعة في التحصيل الجبائي.

وفي كلمة له خلال أيام تكوينية لفائدة رؤساء مفتشيات الضرائب حول "كيفية فرض الضريبة على الدخل الاجمالي", شدد وزير المالية على ضرورة خروج موظفي الضرائب من المكاتب إلى الميدان لمكافحة الغش و التهرب الضريبي و تحقيق نجاعة في التحصيل الجبائي, مبرزا الدور "الحساس و الاستراتيجي" لإدارة الجباية في بناء الاقتصاد الوطني.

وقال أن المصالح الجبائية تعتبر "إحدى هياكل الدولة الفعالة" في مواجهة مثل تلك الظواهر, داعيا المشاركين في هذه الأيام التكوينية إلى مضاعفة الجهود في أداء مهامهم و تعزيز وجودهم في الميدان, من أجل مكافحة السوق السوداء التي لا يدفع الناشطون بها ضرائب.

البنك الوطني الجزائري: رقم الأعمال يرتفع بأكثر من 27 بالمائة في 2023

حقق رقم أعمال البنك الوطني الجزائري خلال 2023 نموا محسوسا بـ27ر6 بالمائة، ليصل إلى 213ر6 مليار دج، حسب ما أفاد به، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، المدير العام بالنيابة للبنك، دين بن عبيد.

ووفقا للأرقام الأولية التي قدمها السيد بن عبيد في جلسة استماع أما لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، ترأسها مقرر اللجنة محفوظ حواس، فإن رقم أعمال البنك العمومي انتقل من 167ر4 مليار دج في 2022 إلى 213ر6 مليار دج في 2023 بينما تحسن الناتج البنكي الخام من 84 مليار دج في 2022 إلى 104 مليار دج العام الماضي.

من جهتها، ارتفعت نتائج الاستغلال من 60 مليار دج في 2022 إلى 76 مليار دج في 2023، أي بمعدل نمو قدره 27ر29 بالمائة، وفقا للمؤشرات المالية المؤقتة للبنك لسنة 2023 التي عرضها المدير العام بالنيابة في انتظار المصادقة عليها من طرف مجلس الإدارة والجمعية العامة للبنك.



فايد: موظفو الضرائب مطالبون بتعزيز وجودهم في الميدان لمكافحة التهرب الضريبي

أكد وزير المالية لعزیز فايد اليوم الثلاثاء من المدرسة الوطنية للضرائب بالقليعة (تيزازة) على أهمية تعزيز العمل الميداني لموظفي الضرائب لمكافحة الغش و التهرب الضريبي و تحقيق النجاعة في التحصيل الجبائي.

وفي كلمة له خلال أيام تكوينية لفائدة رؤساء مفتشيات الضرائب حول “كيفية فرض الضريبة على الدخل الاجمالي”، شدد

وزير المالية على ضرورة خروج موظفي الضرائب من المكاتب إلى الميدان لمكافحة الغش و التهرب الضريبي و تحقيق نجاعة في التحصيل الجبائي، مبرزا الدور “الحساس و الاستراتيجي” لإدارة الجباية في بناء الاقتصاد الوطني.



بورصة الجزائر: إدراج القرض الشعبي الجزائري ضاعف القيمة السوقية بسبع مرات

سمح إدراج القرض الشعبي الجزائري مؤخرا في بورصة الجزائر بمضاعفة القيمة السوقية لهذه السوق المالية بنحو سبع مرات, حسبما أفاد به اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة, المدير العام لشركة تسيير بورصة القيم, يزيد بن موهوب, والذي أكد بأن عودة الحركة للسوق تفتح الباب لإدراج شركات جديدة.

وأوضح السيد بن موهوب خلال جلسة استماع أمام لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني, ترأسها مقرر اللجنة محفوظ حواس, أن رأسمال بورصة الجزائر قدر إلى غاية نهاية 2023 بنحو 71 مليار دج, غير أنه ارتفع مع دخول القرض الشعبي الجزائري للبورصة بسبع مرات ليفوق 500 مليار دج, أي ما يناهز 4 مليار دولار حاليا.

وتعتبر عملية إدراج هذا البنك العمومي الذي يعد من "احسن المؤسسات البنكية الوطنية", أكبر عملية إدراج على الصعيد القاري حيث استقطبت نحو 50 ألف مستثمر قاموا بشراء الاسهم المعروضة, 80 بالمائة منهم حواس, مقابل 20 بالمائة استحوذت عليها مؤسسات.



فايد: موظفو الضرائب مطالبون بتعزيز وجودهم في الميدان لمكافحة التهرب الضريبي

أكد وزير المالية لعزیز فايد اليوم الثلاثاء من المدرسة الوطنية للضرائب بالقليعة (تبيازة) على أهمية تعزيز العمل الميداني لموظفي الضرائب لمكافحة الغش والتهرب الضريبي وتحقيق النجاعة في التحصيل الجبائي.

وفي كلمة له خلال أيام تكوينية لفائدة رؤساء مفتشيات الضرائب حول "كيفية فرض الضريبة على الدخل الاجمالي", شدد وزير المالية على ضرورة خروج موظفي الضرائب من المكاتب إلى الميدان لمكافحة الغش والتهرب الضريبي وتحقيق نجاعة في التحصيل الجبائي, مبرزا الدور "الحساس والاستراتيجي" لإدارة الجباية في بناء الاقتصاد الوطني.

وقال أن المصالح الجبائية تعتبر "إحدى هياكل الدولة الفعالة" في مواجهة مثل تلك الظواهر, داعيا المشاركين في هذه الأيام التكوينية إلى مضاعفة الجهود في أداء مهامهم وتعزيز وجودهم في الميدان, من أجل مكافحة السوق السوداء التي لا يدفع الناشطون بها ضرائب.

موظفو الضرائب مطالبون بتعزيز وجودهم في الميدان لمكافحة التهرب الضريبي

أكد وزير المالية لعزیز فايد اليوم الثلاثاء من المدرسة الوطنية للضرائب بالقليعة (تيازة) على أهمية تعزيز العمل الميداني لموظفي الضرائب لمكافحة الغش و التهرب الضريبي و تحقيق النجاعة في التحصيل الجبائي.

وفي كلمة له خلال أيام تكوينية لفائدة رؤساء مفتشيات الضرائب حول "كيفية فرض الضريبة على الدخل الاجمالي"، شدد وزير المالية على ضرورة خروج موظفي الضرائب من المكاتب إلى الميدان لمكافحة الغش و التهرب الضريبي و تحقيق نجاعة في التحصيل الجبائي، مبرزا الدور "الحساس و الاستراتيجي" لإدارة الجباية في بناء الاقتصاد الوطني.

وقال أن المصالح الجبائية تعتبر "إحدى هياكل الدولة الفعالة" في مواجهة مثل تلك الظواهر، داعيا المشاركين في هذه الأيام التكوينية إلى مضاعفة الجهود في أداء مهامهم و تعزيز وجودهم في الميدان، من أجل مكافحة السوق السوداء التي لا يدفع الناشطون بها ضرائب.

اتحاد شركات التأمين يتوقع مواصلة القطاع لنموه في 2024

ينتظر أن يواصل قطاع التأمينات نموه خلال السنة الجارية 2024، بفضل الأداء الجيد لمختلف القطاعات الاقتصادية، حسبما أفاد به، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، رئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، يوسف بن ميسية.

جاء ذلك في تصريح ل/وأج على هامش يوم تحسيسي نظمه الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية بمقر بورصة الجزائر، بالتنسيق مع الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، والمجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، لفائدة التلاميذ المتفوقين التابعين لمديرية التربية الجزائرية-وسط، حول الادخار ودوره في تعزيز الشمول المالي وكيفية تنظيم عمل البورصة، وهذا في إطار إحياء اليوم العربي للشمول المالي الموافق ل27 أبريل من كل سنة.

وأكد السيد بن ميسية، في تصريحاته، أن قطاع التأمينات يعرف منذ 2021 "انتعاشا كبيرا" يرجع إلى الحركة الكبيرة التي شهدتها البلاد خلال هذه الفترة، وسيشهد "انتعاشا أكبر خلال السنة الجارية 2024، لاسيما في مجال التأمين على السيارات".

رأسمال بورصة الجزائر يتضاعف 7 مرات ويقارب 4 مليار دولار

تضاعف رأس مال بورصة الجزائر بنحو سبع مرات بعد دخول القرض الشعبي الجزائري ليفوق 500 مليار دج ما يقارب 4 مليار دولار حاليا.

وأفاد المدير العام لشركة تسيير بورصة القيم، يزيد بن موهوب، خلال جلسة استماع أمام لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، أن رأسمال بورصة الجزائر قدر إلى غاية نهاية 2023 بنحو 71 مليار دج، غير أنه ارتفع مع دخول القرض الشعبي الجزائري للبورصة بسبع مرات ليفوق 500 مليار دج، أي ما يناهز 4 مليار دولار حاليا.

و"تعتبر عملية إدراج هذا البنك العمومي الذي يعد من "أحسن المؤسسات البنكية الوطنية"، أكبر عملية إدراج على الصعيد القاري حيث استقطبت نحو 50 ألف مستثمر قاموا بشراء الأسهم المعروضة، 80 بالمائة منهم خواص، مقابل 20 بالمائة استحوذت عليها مؤسسات".

INCLUSION FINANCIÈRE

La Bourse d'Alger sensibilise les élèves

L'inclusion financière, la bancarisation et la culture de l'épargne ont fait l'objet, hier mardi, au niveau de la Bourse d'Alger, d'une journée d'information et de sensibilisation en direction des élèves de l'académie d'Alger-Centre. Il a été question d'expliquer aux élèves invités, les notions de services financiers, de culture financière, de crédits bancaires dont la finalité est de vulgariser la culture du marché financier en Algérie. L'initiative intervient à la veille de la tenue de la Journée arabe de l'inclusion financière prévue le 27 avril, à Alger.

Abdelhalim Benyelles - Alger (Le Soir) - Il s'agit de l'élaboration d'une stratégie nationale de communication dynamique sur l'éducation financière en Algérie, en direction des différentes couches de la société. «À travers le monde, cette éducation financière doit débiter au niveau des manuels scolaires, estime Berrah Abdelhakim, délégué général de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), qui déclare, à ce sujet, qu'un programme est en cours, dans ce sens, en partenariat avec les ministères de l'Education nationale, la Formation professionnelle et l'Enseignement supérieur. Cette journée préparée

conjointement par l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) et l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF) en coordination avec la Bourse d'Alger vise à promouvoir et à approfondir l'inclusion financière en Algérie. Et de conclure qu'«on doit inculquer chez l'enfant les notions bancaires et financières dès le jeune âge car elles rentrent dans la citoyenneté».

Pour Benmouhoub Yazid, le directeur général de la Bourse d'Alger, l'organisation de la journée d'information en direction des élèves d'Alger est une première, organisée à l'occasion de la célébration de la Journée arabe de l'inclusion

financière. Il s'agit d'expliquer le fonctionnement de la Bourse, la relation entre la Bourse, les banques et les assureurs, et de donner vie à la culture boursière en Algérie. «Nous investissons sur ces jeunes qui seront les cadres de demain, tout en leur expliquant comment fonctionne le marché boursier, comment ils peuvent investir et comment la Bourse peut financer les entreprises.» Concrètement, le partenariat entre l'institution bancaire et le secteur éducatif n'existe pas encore, mais le DG de la Bourse d'Alger espère concrétiser des actions qui visent à inclure dans les manuels scolaires toutes les informations liées au marché bancaire.

Dans son intervention, le délégué général de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF), Rachid Belaid, a indiqué aux élèves présents que la banque est un vecteur essentiel dans le développement d'un pays. Il expliquera aussi le rôle de l'épargne dans la réalisation des projets ainsi que la mission de la banque dans la gestion du bud-

get du citoyen. «C'est avec votre argent déposé au niveau de la banque que les projets des citoyens sont financés», a-t-il ajouté dans un langage accessible. À l'occasion, il a expliqué aux élèves la possibilité de déposer leurs économies au niveau de la banque et de pouvoir disposer plus tard d'un compte bancaire et d'une carte bancaire.

En somme, les représentants des sociétés d'assurance et des institutions bancaires se sont accordés pour dire qu'il est temps de sensibiliser la population via des programmes ciblés pour que les consommateurs soient en mesure de tirer pleinement profit des services et produits financiers par l'instauration d'une éducation financière orientée vers l'épargne, l'investissement grâce aux produits qu'offrent les banques et les assurances.

Comme ils ont aussi signalé les retards accusés en Algérie en termes d'inclusion financière, de bancarisation, et d'utilisation des produits d'assurance ainsi que l'investissement par la Bourse.

A. B.

ILS SONT EN VOIE DE FINALISATION

4 produits financiers bientôt sur le marché

Ils sont quatre produits financiers à être en cours de finalisation pour être mis à la disposition des commerçants et des citoyens en vue d'une facilitation de leurs opérations d'achat et de vente.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - C'est ce dont a fait part le délégué général de l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF). Présentant un bilan de l'action de l'association devant les membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale, Rachid Belaid a, en effet, annoncé l'entrée en vigueur prochainement de pas moins de quatre produits financiers. Il s'agit, d'abord, du paiement téléphonique dont le projet est en cours de finalisation au niveau de la Société d'automatisation des transactions interbancaires et monétique (SATIM) et du groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique) et devra être opérationnel «fin mai ou début juin prochain».

Le deuxième projet consiste en le paiement instantané, qui est en voie de finalisation au niveau de la Banque d'Algérie, et devra profiter notamment aux commerçants puisque le paiement électronique jusqu'ici présente l'inconvénient d'enregistrer un «décalage» entre le débit et le crédit des montants des transactions commerciales. Quant au troisième projet en voie de lancement, il s'agit du paiement sans contact qui concernera les transactions à «moyens montants», précisera le délégué général de l'ABEF qui évoquera également le quatrième projet en voie de finalisation, soit la carte de paiement différé qui permettra à son propriétaire de pouvoir payer d'un coup et mensuellement un ensemble d'achats effectués à plusieurs reprises.

Sur un autre plan, l'ABEF, qui célèbre cette année son trentième anniversaire, a vu sa composition d'une trentaine de membres jusqu'ici renforcée par deux nouveaux membres observateurs, dont Algérie Poste. Aussi, son organigramme constitué notamment de commissions (législation, commerce électronique, techniques bancaires, etc.), a été renforcé par de nouvelles commissions dont celles dédiées au paiement électronique, à la numérisation

des opérations bancaires, une cellule de communication, et à la finance islamique.

Fort d'un réseau de 1 800 agences et d'un collectif de 30 000 travailleurs, le secteur bancaire a accordé au 31 décembre écoulé pas moins de 10 000 milliards de dinars de crédits d'investissement aux investisseurs publics et privés.

Concernant la finance islamique, le président de la commission éponyme au sein de l'ABEF a fait part de 12 établissements

bancaires et de 800 agences qui sont dédiés à cette nouvelle activité bancaire avec en sus, pas moins de 630 000 comptes ouverts qui ont permis de mobiliser 750 milliards de dinars au 31 décembre dernier. Une finance islamique qui participe également au processus d'accompagnement des investissements dans le pays à hauteur de 480 milliards de dinars à fin 2023 et dont 80% ont profité à des sociétés.

M. K.

Belaid a, par ailleurs, annoncé que pas moins de 500 web-marchands ont été enregistrés depuis le lancement du paiement à distance en 2017 en sus de l'installation de 54 000 terminaux de paiement électronique au bénéfice des commerçants.

DIGITALISATION, CONQUÊTE DE MARCHÉS INTERNATIONAUX
ET AMÉLIORATION DE LEUR COMPÉTITIVITÉ

Les priorités des entreprises algériennes

● Une étude réalisée par le cabinet conseil AGS, basé à Alger, note que les entreprises algériennes se sont adaptées et ont fait preuve d'une grande résilience durant l'année 2023.

Les trois principales priorités des entreprises algériennes durant l'année en cours sont la poursuite de leurs processus de digitalisation, la conquête de marchés internationaux, l'export, ou encore l'amélioration de leur compétitivité par l'investissement. Une année ni s'annonce très encourageante, voire très éphémère avec des prévisions supérieures aux attentes. C'est du moins ce qui ressort d'une récente étude réalisée par le cabinet conseil AGS, basé à Alger. Sous la direction de l'économiste Nazim Sini, auteur de plusieurs études sur l'économie algérienne, le baromètre «De500 alex» est une étude indicelle élaborée auprès de 500 opérateurs privés et publics les plus représentatifs de l'économie algérienne. Constaté d'un panel de TPE, PME/PMI et de grands groupes, l'objectif de cet indice est de dresser un panorama de l'environnement économique et des perspectives d'évolution de l'activité selon ces entreprises, indiquent les rédacteurs de l'étude. «La concerne les entreprises de toute taille, qui évoluent dans divers secteurs d'activités, une première étude a été réalisée de manière hebdomadaire du 5 janvier au 30 mars 2024. L'analyse permet de dégager les résultats des entreprises en 2023, mais aussi les attentes et les projections des opérateurs économiques pour l'année en cours, ajoute-t-on. 75% du tissu économique ont représentés par des entreprises de petites ou de moyennes tailles, c'est-à-dire moins de 500 salariés.



dés-se disent non concernés par la question, ce qui signifie qu'ils ont été peu affectés par la crise sanitaire ou qu'ils ont très rapidement repris le chemin de la croissance. Cependant 20% des sondés restent tout de même marqués par la crise sanitaire et ont du mal à se relever totalement de la pandémie. Concernant les perspectives d'embauche, un des indicateurs clés de la bonne santé de l'activité économique, il est plutôt encourageant, même s'il reste loin des intentions d'embauche que l'on pouvait observer par le passé (2016-2020). Cependant, plus de la moitié des sondés déclare avoir pour projet d'embaucher au moins un salarié, ce qui représente un chiffre «vaut à être louable», contre 24% qui tempèrent par manque de visibilité. Si les prévisions de croissance se confirment et que l'activité se maintient, il y a de fortes probabilités pour que ces entreprises puissent convertir leur attention en intention d'embauche réelle, indique-t-on. Enfin, et pour les opérateurs sondés, la plus grande crainte pour 2024 est, selon 27% d'entre eux, est que la géopolitique mondiale puisse impacter négativement leurs activités. Les craintes et incertitudes qui pèsent sur le moral des chefs d'entreprise pour cette année se matérialisent autour de trois axes, selon les entreprises sondées : une pression concurrentielle de plus en plus forte ; une inflation mondialisée qui paralyserait l'économie ; un ralentissement global de l'activité dû à une demande en baisse.

sondés ont déclaré que l'année 2023 fut satisfaisante, voire prolifique pour certains d'entre eux. Les opérateurs eux-mêmes s'étonnent d'une telle vigueur et résilience économique pour une année

des entreprises questionnées estiment que leurs prévisions pour cette année sont excellentes, très bonnes ou assez bonnes. Les 2/3 des sondés se disent optimistes pour les mois à venir. Ils

Mahmoud Mamurt

ue les perspectives d'embauche sur le marché et l'emploi sont globalement positives, puisque 4% des sondés déclarent vouloir recruter cette année au moins 1 salarié. Autres enseignements clés de l'étude, il y a lieu de noter que les entreprises algériennes se sont adaptées et ont fait preuve d'une grande résilience durant l'année 2023. Elles ont réussi à surmonter sans grandes difficultés les menaces qui pèsent sur le marché mais ont été obligées de répercuter la hausse des prix. L'année écoulée fut une année positive en route ligne avec les objectifs des entreprises. C'est globalement une bonne année en matière de croissance. L'année en cours offre des perspectives intéressantes, les sondés déclarent dans une immense majorité être confiants pour le prochain exercice», précise-t-on. Par ailleurs, et selon les sondés, il a été relevé un manque de diversification dans différents secteurs économiques du pays. Les entreprises qui ont été créées ces dernières années sont essentiellement dans le secteur de l'agroalimentaire, des services et du commerce (restauration, textile, matériels...). Des secteurs dont les taux de stabilité sont élevés, d'où leur attractivité. Les secteurs à haute valeur ajoutée ne représentent cependant que 15%. L'immense majorité des

2023 qui semblait être une année de transition après deux années de crise sanitaire. Pour ce qui a trait aux principales difficultés durant l'année écoulée pour les entreprises, la difficulté à préserver leurs parts de marché et gagner de nouveaux clients ont été les plus répandues. «On peut dès lors en déduire qu'il y a eu un renforcement de la concurrence», notent les rédacteurs de l'étude. Mais aussi un manque d'innovations dans la conception des offres. D'ailleurs il y a une progression moins marquée des parts de marché des entreprises pour certaines d'entre elles. La seconde difficulté est la gestion du cycle d'exploitation et de la trésorerie. Les entreprises déclarent avoir eu des décalages de trésorerie. Beaucoup d'entre elles évoquent l'absence d'accompagnement bancaire et la difficulté à placer une partie du cash flow généré lors des précédents exercices (avant Covid). La dernière raison citée est le poids de l'inflation qui a véritablement impacté les marges des entreprises. Les poussant à répercuter sur leur prix final cette hausse.

AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES ET UNE RÉGLEMENTATION PLUS SOUPLE

Pour les prévisions de croissance en 2024, 66%

prévoient une vraie dynamique de croissance, ce qui devrait se traduire par une croissance visible dans les comptes de résultats. Il s'agit en réalité plus qu'une simple perception mais d'une vraie tendance de fond, chiffrée et inscrite dans les recettes prévisionnelles des entreprises. Quant aux attentes des opérateurs économiques, qu'ils soient privés ou publics, elles sont majoritairement orientées vers deux exigences : l'amélioration du climat des affaires et une réglementation plus souple. «C'est dire à quel point la législation qui entoure les activités économiques reste parmi les principales préoccupations des entreprises. Cela s'explique du fait qu'elles ont conscience que leur réussite tient énormément au cadre réglementaire. Si celui-ci est incitatif et attractif, alors elles prospéreront. Ce qui est étonnant, c'est le nombre d'entreprises qui réclame une baisse des impôts de production. Elles ne représentent dans le sondage que 15% du panel. Cela signifie que le problème numéro un des entreprises ne réside pas dans la fiscalité», explique-t-on. Par ailleurs, la plupart des entreprises déclarent avoir retrouvé leur niveau de chiffre d'affaires d'avant la Covid en ayant rattrapé les pertes de l'époque. Encore plus surprenant, 43% des son-

Economie

L'appréciation du dinar algérien passe par l'accroissement de la production et de la productivité

Il y a lieu d'éviter l'illusion monétaire car la monnaie est avant tout un apport social, traduisant le rapport confiance Etat/citoyens, étant un signe permettant les échanges ne créant pas de richesses.

La richesse d'une Nation repose sur la bonne gouvernance et la valorisation du savoir. Aussi, l'appréciation d'une monnaie, autant que le pouvoir d'achat des citoyens est fonction de l'accroissement de la production et de la productivité des versements de salaires sans contreparties productives conduisant forcément à terme à une dérive sociale. Je recense cinq raisons du processus inflationniste en Algérie :

La première raison est la dépréciation du dinar. Le cours officiel est passé (cours achat) en 1970 à 4,94 dinars 1 dollar, en 1980 à 5,03 dinars 1 dollar ; 2001 77, 26 dinars 1 dollar et 69,20 dinars (en 1 euro-2005, 73,36 dinars 1 dollar et 91,32 dinars 1 euro-2010) 74,31 dinars 1 dollar et 103,49 dinars 1 euro-2015, 100,46 dinars 1 dollar et 111,44 dinars 1 euro-2016, 100,46 dinars 1 dollar et 111,44 dinars 1 euro-2017, 110,96 dinars 1 dollar et 125,31 dinars 1 euro-2018, 116,62 dinars 1 dollar et 137,69 dinars 1 euro-2019, 119,36 dinars 1 dollar et 133,71 dinars 1 euro-2020, 128,31 dinars 1 dollar et 161,85 dinars 1 euro-2021, 134,03 dinars 1 dollar et 157,80 (en euro-2022, 140, 24 pour 1 dollar et 139,30, un dinar pour 1 euro)

qui voyagent : touristes, ceux qui se soignent à l'étranger et les hadjis du fait de la faiblesse de l'allocation devises dérisoire d'environ 100 euros. Cela est accentué par les pénuries amplifiant le commerce dit du « cabas » que l'on ne combat pas par des mesures administratives. Par ailleurs ce sont les agences de voyages qui, à défaut de bénéficier du droit au change, recourent, elles aussi, aux devises du marché noir étant importateurs de services. Majoritairement, elles exportent des devises au lieu d'en importer comme le voudrait la logique touristique. Certaines grosses fortunes utilisent le marché parallèle de devises, puisque chaque Algérien et étranger a droit par voyage à 1000 euros non déclarés, certains utilisent leurs employés pour augmenter le montant, assistant certainement, du fait de la méfiance, à une importante fuite de capitaux.

La deuxième raison est le déficit budgétaire nécessitant pour l'Etat de nationaliser la dépense publique : Pour la loi de 2024, le budget de l'Etat prévoit des dépenses à 15.275,28 milliards DA en 2024 et des recettes de 9.145,3 milliards de DA, soit un déficit budgétaire d'environ 46 milliards de dollars. En effet, du

fait de la baisse des recettes de Sonatrach par rapport à 2022, qui ont été de 60 milliards de dollars pour un cours moyen de 106 dollars le baril et 16 dollars le MBTU pour le gaz, avec une moyenne de 80 dollars pour l'année 2023 et 11/12 dollars le MBTU les recettes de Sonatrach devraient se situer à environ 50 milliards de dollars et en incluant les exportations hors hydrocarbures d'environ 5 milliards de dollars contre 7 en 2022, nous aurons une recette totale d'exportation d'environ 55 milliards de dollars (67% provenant des dérivés d'hydrocarbures (source statistiques douanières).

La quatrième raison liée à la précédente est la fraude fiscale et les surfacturations, les trafics aux frontières des marchandises subventionnées, qui se répercutent sur le prix final des biens et accroît le processus inflationniste. Les transferts Mxuxtransitant par les banques au cours officiel du dinar à travers les importations par des surfacturations, une partie retourne en Algérie alimentant le marché parallèle de devises, ce qui permet d'atténuer la hausse du cours sur le marché parallèle. Car il y a une baisse des transferts avec les décrets des retraités à l'étranger. Cette baisse de l'offre de devises a été contrebalancée par les fortunes acquises régulièrement ou irrégulièrement par la communauté algérienne localement et à l'étranger qui font transiter irrégulièrement ou

de confiance, comme une banque centrale, n'ayant pas d'autorité centrale d'émission ni de régulation. Par ailleurs, l'opérationnalité des bureaux de change qui ne date pas d'aujourd'hui puisque les dispositions du règlement n°95-07 du 23 décembre 1995 relatif au contrôle des changes notamment ses articles 10 à 15, plus de 40 bureaux de change ont été agréés, aucun n'étant opérationnel, suppose une démarche progressive, la stabilité juridique et monétaire par la maîtrise du processus inflationniste, la refonte du système financier dont les banques publiques accaparent plus de 85% des crédits octroyés et que si l'écart entre l'officiel et le marché parallèle est entre 10/15% minimum, car dans la pratique des affaires pas sentiments

La cinquième raison est la déthésaurisation. Pour se prémunir contre l'inflation, et donc la détérioration du dinar algérien accentue la déthésaurisation des ménages qui mettent face à la détérioration de leur pouvoir d'achat, des montants importants sur le marché, alimentant l'inflation, plaçant leur capital-argent dans l'immobilier, des biens durables à forte demande comme les pièces détachées, facilement stockables l'achat d'or ou de devises fortes L'anticipation d'une dévaluation rampe du dinar, accentue la méfiance en la monnaie a et aura effet négatif sur toutes les sphères économiques

2023, du 21 au 25 septembre 2023 à 137,0471 dinars 1 dollar et 146,2567 -3 avril 2024 ; 134, 5415 dinars un dollar et 144, 9012 dinars un euro. La dépréciation officielle du dinar outre son impact inflationniste, 85% des matières premières et équipements des entreprises publiques et privées étant importés, le taux d'intégration ne dépassant pas 15% en 2023, permet d'atténuer le déficit budgétaire qui le FMI. En référence à la loi de finances 2023, l'Algérie a besoin d'un baril de pétrole à près de 149,2 dollars pour assurer cet équilibre selon les données du rapport du FMI d'octobre 2022 contre 135 dollars pour l'exercice 2020/2021 et 100/109 pour l'exercice 2019/2020. Cette dépréciation du dinar officiel d'augmenter artificiellement la fiscalité des hydrocarbures (re-conversion des exportations d'hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinar dévalué), cette dernière accentuant l'inflation des produits importés (équipements), matières premières, biens, montant accentué par la taxe douanière s'appliquant à la valeur du dinar, supportée, en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect. L'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité. Sur le marché parallèle, durant l'année 2011, il avait atteint une moyenne de 135 dinars 1 euro et le 8 octobre 2022, la cotation était de 209 dinars 1 euro. Le 03 avril 2024, l'euro s'échangeait à 240 dinars à la vente, le dollar américain à 223 dinars à la vente, soit un écart entre l'officiel et le parallèle de plus de 50%. Une autre raison de la cotation du dinar sur le marché parallèle est la demande provient de simples citoyens

fait de la baisse des recettes de Sonatrach par rapport à 2022, qui ont été de 60 milliards de dollars pour un cours moyen de 106 dollars le baril et 16 dollars le MBTU pour le gaz, avec une moyenne de 80 dollars pour l'année 2023 et 11/12 dollars le MBTU les recettes de Sonatrach devraient se situer à environ 50 milliards de dollars et en incluant les exportations hors hydrocarbures d'environ 5 milliards de dollars contre 7 en 2022, nous aurons une recette totale d'exportation d'environ 55 milliards de dollars (67% provenant des dérivés d'hydrocarbures (source statistiques douanières).

La troisième raison est la dominance de la sphère informelle. Pour la Banque d'Algérie dans sa note de conjoncture de février 2024 indique que la circulation fiduciaire hors banques représente 33,35% de la masse monétaire globale en Algérie, soit quelque 7395 milliards de dinars à fin septembre 2022, contre 6712 milliards de dinars à fin décembre 2021, au cours de 137 dinars un dollar 53,98 milliards de dollars, reflétant un état de sous-bancarisation où des entrepreneurs, gros commerçants, ménages et autres intermédiaires préfèrent le cash pour moins de traçabilité et surtout pour mieux échapper au fisc alors que dans les pays développés les plus bancarisés, la part de la circulation fiduciaire ne dépasse guère les seuils de 4 à 5% de la masse monétaire globale. Le marché informel dans le commerce dominant fait que bon nombre de produits non subventionnés ont tendance à s'aligner sur le cours du marché parallèle. La finance islamique n'a pu drainer fin 2023 que moins de 8% du montant global de la sphère infor-

me, montrant clairement que le marché parallèle de devises est bien plus important que certaines données de 5 milliards d'euros, où ces montants convertis en investissement vers l'achat d'une valeur sûre l'immobilier. Cela est lié à la corruption en devises sans compter les surfacturations des projets en dinars algériens, qui expliquent les succès des projets avec des malfaçons surtout dans le BTPH.

Les importations en biens et services, selon le FMI, ayant été entre 2000/2021 de plus de 1050 milliards de dollars pour des exportations en devises de 1100 milliards de dollars, le solde étant les réserves de change au 31/12/2021 et si on applique un taux de surfacturation de 10%, nous aurons des transferts illicites de capitaux souvent dans des paradis fiscaux, en complicités avec certains fournisseurs étrangers, de 100 milliards de dollars et pour 15% 150 milliards de dollars. La directrice générale des Impôts a fait état, le 04 avril 2023, de 6000 milliards de dinars d'impôts non recouvrés soit au cours de 137 dinars un dollar 43,79 milliards de dollars. Pour lutter contre la sphère informelle, le gouvernement a décidé récemment d'introduire la monnaie numérique où beaucoup de pays n'étant qu'au stade de l'expérimentation. Selon la Banque d'Algérie, la numérisation des paiements devrait s'orienter vers l'adoption d'une forme numérique de monnaie dont elle assure l'émission, la gestion et le contrôle sous le nom de dinar numérique algérien. Mais l'on ne doit pas confondre la monnaie numérique avec les crypto-monnaies qui circulent sur Internet hors de toute institution bancaire, ne reposant pas sur un tiers

et sociales, dont le taux d'intérêt des banques qu'elles devraient relever de plusieurs points, s'ajustant aux taux d'inflation réel.

En conclusion, le cadre macroéconomique relativement stable en 2023 grâce aux recettes des hydrocarbures, les réserves de change fin estimées à fin 2023 à 73 milliards de dollars, 83 milliards de dollars en comptant les réserves d'or de 173 tonnes, et une dette extérieure inférieure à 1,6% du PIB est éphémère sans de profondes réformes structurelles, la cotation du dinar étant corréliée à plus de 70% à la rente des hydrocarbures représentant avec les dérivés 97,98% des recettes en devises du pays. Mais cela dépasse l'économie renvoyant au Politique du fait des profonds bouleversements de la géostratégie mondiale, des nouvelles mutations économiques et des ajustements sociaux internes qui seront douloureux à court terme, mais bénéfique à moyen terme aux générations futures. La population algérienne edge un sacrifice partagé. La structure des sociétés modernes s'est bâtie d'abord sur des valeurs et une morale qui a permis la création de richesses permanentes, comme nous l'ont enseigné les grands penseurs dont le grand sociologue Ibn Khaldoun qui, dans son cycle des civilisations, montre clairement que lorsque l'imoralité atteint les dirigeants qui gouvernent la Cité c'est la décadence de toute la société.

Abdelrahmane Mebtoul
Professeur des Universités
Expert international

مدير الرقمنة وأنظمة المعلومات بهيئة وسيط الجمهورية يكشف

"تطوير منصات رقمية جديدة للتكفل الأنجع بشكاوى المواطنين"

كشف مدير الرقمنة وأنظمة المعلومات والتوثيق بهيئة وسيط الجمهورية، يوسف لهوازي، أن هيئة وسيط الجمهورية تعمل على تطوير منصات رقمية جديدة تهدف إلى تحسين جودة الخدمات المقدمة من طرف المرافق العمومية وضمان تكفل ناجع بانشغالات المواطنين، تضاف إلى سلسلة المنصات الرقمية المستحدثة سابقا.

والتكفل الأنجع بها ومتابعتها حتى من قبل أعلى سلطات البلاد. كما تكمن أهمية التطبيق باعتباره خدمة رقمية موجهة للإدارات والهيئات العمومية في توفير الوقت والجهد وتقليل تكاليف معالجة شكاوى المواطنين وضمان مراقبة قبلية وبعديّة لمدى التكفل بمشاكل المواطنين من قبل كل ولاية وكل قطاع أو إدارة، علاوة على تحليل المعطيات وإعداد التقارير الدقيقة بشأنها.

تصب في بنك معطيات وطني يمثل آلية للمتابعة والتقييم من قبل أعلى السلطات في البلاد. وفق ما أكد مدير الرقمنة وأنظمة المعلومات والتوثيق بهيئة وسيط الجمهورية. من جهتها، أوضحت الأمانة العامة للولاية أنه تم استحداث خلية مشتركة بين المفتشية العامة للولاية والمندوبية المحلية لوسيط الجمهورية تقوم بالمتابعة الدورية لتسيير ملف المسح الرقمي لسجلات شكاوى المواطنين الموجودة على مستوى الإدارات والمؤسسات العمومية وتحميل تلك المعطيات على مستوى تطبيق "تسيق".

وحسب المتحدثة فإنه تم إدراج هذا الملف لدراسته خلال كل أسبوع وتقييم عملية مسح السجلات إلكترونيا خلال المجلس الولائي التنفيذي الذي يرأس أشغاله والي الولاية، منوهة بالدور الأساسي الذي تلعبه الآليات الرقمية التي استحدثتها هيئة وسيط الجمهورية في رفع المراقيل والقيود وتبليغ السلطات الولائية بالمشاكل اليومية للمواطنين.

ب. س



بشكل يعزز ضمان حقوق المواطنين ومكافحة البيروقراطية. وينسب على ذلك باذرت مصالح وسيط الجمهورية باستحداث منصة رقمية أطلق عليها "تسيق" كآلية رقمية تسمح بإضفاء الشفافية، تنفيذ القرار رئيس الجمهورية.

ويتوهر تطبيق "تسيق"، حسب التوضيحات التي قدمها يوسف لهوازي من خلال العرض المفصل الذي قدمه في اليوم التكويني الذي أشرهت عليه الأمانة العامة للولاية تبيّنة، كريمة مستوعبة، على خصائص تسمح لمستخدميه بالتكفل الأنجع بشكاوى المواطنين والرد عليها في آجال محددة، كما يتضمن نوافذ تسمح بتبادل المراسلات مع مختلف الإدارات والمؤسسات العمومية المحلية والمركزية، بما فيها الوزارات، ما يضمن توثيق انشغالات المواطنين

الشفافية والنجاعة في أداء المرفق العمومي.

وشهدت المناسبة عرضا لمشروع متممة "تسيق" التي شكلت موضوع اليوم التكويني لفائدة رؤساء البلديات ومديرين تنفيذيين ومسؤولي الإدارات والمؤسسات العمومية لشرح جميع مراحل آليات عمل هذه المنصة، بدءا بفتح حساب عليها إلى استقلالها وإدخال المعطيات والبيانات ومسح سجلات شكاوى المواطنين على مستوى مختلف الهيئات العمومية بصفة يومية. وكان رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، قد حضر خلال ترؤسه مجلس الوزراء المنعقد في 23 أكتوبر 2023 بضرورة تفعيل الآليات الرقمنة لسجلات شكاوى المواطنين بطريقة تسمح بمتابعتها والإطلاع على مدى التكفل بها وبطريقة آتية من جانب السلطات العمومية حتى على مستوى رئاسة الجمهورية.

ب. سليم

● أوضح لهوازي، في أشغال يوم تكويني نظّمته مندوبية وسيط الجمهورية بتبازة، بالتنسيق مع المفتشية العامة لولاية تبازة، أن الهيئة تكفل على منصات جديدة سيتم استحداثها تهدف أساسا إلى تعزيز التواصل والتنسيق مع مختلف الهيئات والإدارات والمؤسسات العمومية المحلية والمركزية، أبرزها رقمنة عملية استقبال ومعالجة العرائض والشكاوى وكذا التنسيق مع مختلف القطاعات الوزارية، بالإضافة إلى منصة وضع حيز الخدمة آليات تسمح بالتحسين المستمر لجودة الخدمة العمومية.

ولفت المسؤول ذاته إلى أن هذا المسمى مرتبط بضرورة انخراط الهيئات والإدارات والمؤسسات العمومية بهدف الوصول إلى انتشاج تكنولوجيات الإعلام والاتصال كأداة فعالة تضمن إضفاء



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger